RAPHAËL GLUCKSMANN

Candidat à l'élection présidentielle

PLAN DE SORTIE DE CRISE

RÉUNION À MATIGNON
JEUDI 22 OCTOBRE 2026

Nous vivons un moment de bascule.

Le 17 octobre, l'État a perdu le contrôle et des milliers de casseurs et de pillards ont pris possession des rues. Face à ce déferlement de violence, le gouvernement a failli à protéger les Français.

Contre le chaos, nous avons besoin d'un sursaut républicain.

Nous condamnons sans réserve ces violences insensées. Rien ne justifie d'incendier une mairie, de piller un commerce ou de mettre des vies en danger. Les responsables doivent être sanctionnés et l'ordre républicain rétabli.

Mais le retour à la paix civile suppose de répondre au mouvement social. La colère des lycéens, des étudiants et des salariés exige une réponse politique jusque-là inexistante. Le dialogue social est la seule méthode de sortie de crise

Nous sommes venus avec un plan de sortie de crise : rétablir la paix civile, proposer un chemin à la jeunesse mobilisée depuis des semaines et engager un sursaut républicain en répondant aux revendications sociales qui ne cessent de s'exprimer dans le pays.

Il y a urgence.

SORTIE DE CRISE
MES 10 PROPOSITIONS

RÉPONDRE AUX REVENDICATIONS DE LA JEUNESSE

1. **Des professeurs devant les élèves.** Annuler toutes les suppressions de postes prévues pour 2027 et au contraire ouvrir de nouveaux postes, en particulier dans l'enseignement supérieur.

2. **Des établissements scolaires rénovés.** Renoncer aux coupes sur les capacités d'investissement des collectivités locales pour permettre la rénovation des bâtis scolaires.

3. **Abroger Parcoursup et lancer des états généraux de l'orientation** avec les lycéens, les parents et les enseignants pour produire une alternative plus juste et efficace et qui renoue avec la promesse du bac comme garantie d'un accès effectif à l'enseignement supérieur. **Revenir sur la réforme Blanquer du lycée**, qui a désorganisé les emplois du temps.

4. **Des jeunes qui peuvent vivre.** Le maintien des aides au logement et l'encadrement des loyers, refonte et revalorisation des bourses, des stages d'étude rémunérés 1 000 euros par mois, et des consultations gratuites de dépistage en santé à 16 et à 20 ans.

AUGMENTER LE POUVOIR D'ACHAT

5. **Des salaires qui augmentent.** Porter le SMIC à 1 700 euros net par mois et conférence salariale telle que demandée par les syndicats, avec une augmentation immédiate du pouvoir d'achat des salariés par la mise en place d'une CSG progressive.

6. **Une aide d'urgence face au prix des carburants et de l'énergie.** Des chèques énergie, financés par une taxation des superprofits, avec 500 euros pour six millions de familles, et 200 euros pour dix millions de ménages. Un encadrement des marges de raffinage et de distribution pour réduire immédiatement de 20 centimes les prixà la pompe.

GARANTIR L'ORDRE RÉPUBLICAIN ET L'EXPRESSION DÉMOCRATIQUE

7. **Garantir la sécurité des personnes et des biens.** Tirer toutes les conclusions nécessaires des commissions d'enquête parlementaire mises en place sur le fiasco sécuritaire du 17 octobre.

8. **Garantir la liberté de manifester et réformer la doctrine de maintien de l'ordre.** Mettre fin à l'usage des armes mutilantes dans les manifestations, adapter le maintien de l'ordre et le renseignement au traitement des petits groupes violents et agiles, mieux encadrer les flux pour faciliter le parcours des manifestants pacifiques et l'expression de leurs revendications.

9. **Réguler les réseaux sociaux.** Mettre les grandes plateformes face à leurs responsabilités. Elles doivent neutraliser la viralité et retirer en temps réel des contenus sur les réseaux sociaux qui appellent à la destruction sous peine de sanctions allant jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires des plateformes comme TikTok ou d'une suspension encadrée de leur activité sur le territoire national.

RÉPARER

10. **La solidarité nationale pour les victimes.** Faire jouer la responsabilité de l'État pour les dégâts, avec recours contre les auteurs. Faciliter et accélérer l'indemnisation des commerçants, des artisans et des particuliers qui ont perdu leur outil de travail, et étendre aux très petites entreprises le chômage partiel que vous avez annoncé.